



Extrait du 7 Lames la Mer

<http://7lameslamer.net/point-62-les-outremer-au-coeur-de-2024.html>

Tribune Libre de Perceval Gaillard

Point 62 : les Outremer au coeur de la révolution citoyenne

- Domin lé dan nout dé min - Courrier des internautes -



Date de mise en ligne : vendredi 14 avril 2017

Description :

Suite à la polémique autour du point 62 de « L'Avenir en Commun », programme de La France Insoumise porté par Jean-Luc Mélenchon, il est temps de rétablir quelques vérités.

Copyright © 7 Lames la Mer - Tous droits réservés

Suite à la polémique autour du point 62 de « *L'Avenir en Commun* », programme de La France Insoumise porté par Jean-Luc Mélenchon, il est temps de rétablir quelques vérités.



Statue équestre de Simon Bolivar.

Rétablir quelques vérités autour du point 62

La « polémique » organisée depuis deux jours par quelques médiocrates autour du point 62 de « *L'Avenir en Commun* » oblige à rétablir quelques vérités.

Concernés au premier chef en tant qu'ultramarins, voici ce que nous avons écrit dans le livret Outremer : « *Rejoindre les coopérations régionales : l'ALBA (Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique) et la CELAC (Communauté d'États latino-américains et caraïbes) pour les Antilles et la Guyane française, l'Union Africaine pour Mayotte et la CDAA (Communauté de développement d'Afrique australe, ou SADC, sigle de l'anglais Southern African Development Community) pour La Réunion* ».

Contrairement aux âneries professées par les médias dominants et relayées abondamment sur les réseaux sociaux, il ne s'agit pas d'insérer la France hexagonale dans ces mécanismes d'intégration régionale mais bien les départements d'Outremer. « *Impossible* » nous répond-on ! « *C'est la même chose ! Les autres ne voudront jamais !* »



COMMISSION DE
L'Océan Indien

Une histoire, un environnement et un avenir en commun

Ceux-là feraient bien de venir faire un tour dans l'océan Indien où La Réunion est membre de la COI (Commission de l'Océan Indien) qui regroupe la plupart des pays de la zone.

Pour rester dans l'Océan Indien, nous souhaitons étendre ces coopérations solidaires avec l'Union Africaine et la CDAA. Pays avec lesquels nous partageons une histoire, un environnement et un avenir en commun.

La même logique est à l'oeuvre en Amérique où la Guyane, la Martinique et la Guadeloupe rejoindraient l'ALBA et la CELAC pour s'insérer dans leur environnement régional. C'est sur ce point que la meute se déchaîne avec un angle d'attaque pour le moins surprenant : il s'agirait ni plus, ni moins d'une alliance avec l'Iran ou la Syrie !



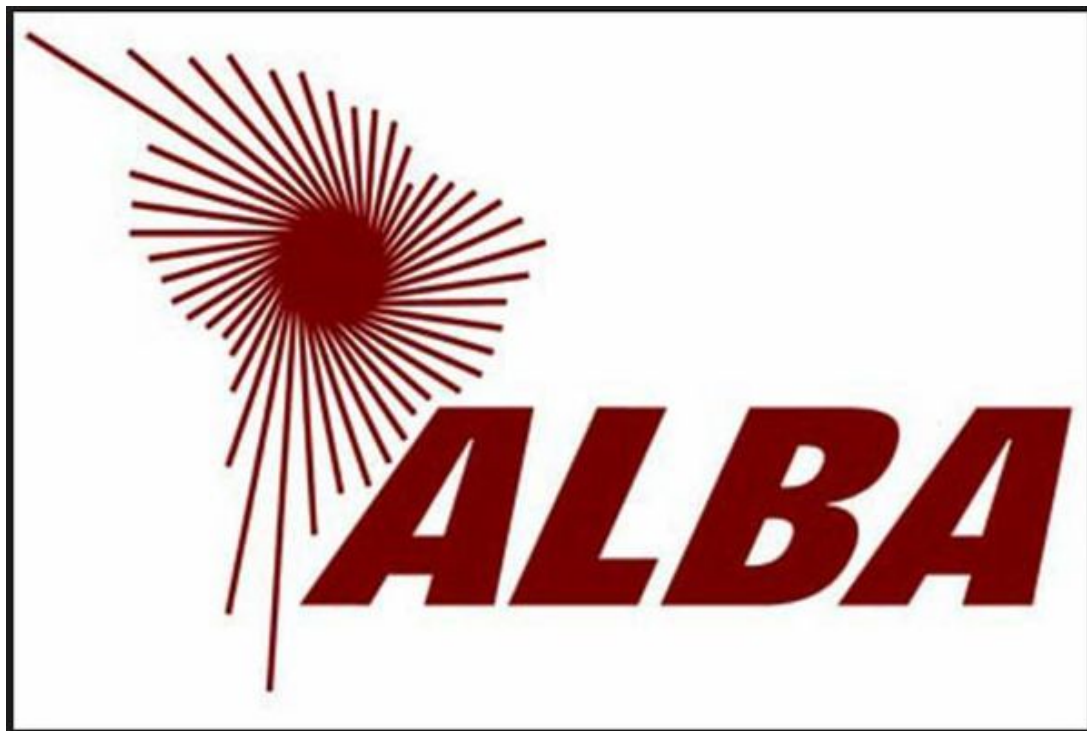
CDAA : Communauté de développement d'Afrique australe, ou SADC, sigle de l'anglais : Southern African Development Community.

Réduire la pauvreté et les inégalités sociales

Qu'est-ce que l'ALBA ? Créée en 2004 à l'initiative du Venezuela et de Cuba, elle compte actuellement douze membres parmi lesquels on peut citer l'Equateur, la Bolivie, le Nicaragua ou encore La Dominique.

Il s'agit d'une alliance politique et économique qui s'oppose à la zone de libre-échange mise en place par les États-Unis dans la région. Premier indice qui explique l'opposition frontale à cette mesure.

Elle a pour but « de réduire la pauvreté et les inégalités sociales résultant de l'application indiscriminée de politiques néolibérales » en se basant avant tout sur la « *solidarité, la justice, la complémentarité et la coopération* ».



ALBA : Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique.

L'ALBA s'appuie sur sa propre banque

Avec de tels objectifs on peut comprendre que l'intelligentsia occidentale ne la porte pas dans son coeur. Pire elle se réclame de la doctrine de Simon Bolivar, père de l'indépendance latino-américaine et figure tutélaire de l'anti-impérialisme, qui prône « *l'unité et la souveraineté des pays qui ont pris leur indépendance sur le pouvoir colonial* ».

Loin d'en rester aux déclarations d'intentions, l'ALBA s'appuie sur sa propre banque pour « *consolider la souveraineté et l'indépendance financière des pays membres en finançant des projets de développement social* ».

Elle a ainsi mis en oeuvre divers programmes de coopération sur la santé et l'éducation permettant de faire passer l'IDH (Indice de Développement Humain) des pays membres de 0,658 en 2005 à 0,721 en 2012 [\[1\]](#).



Une monnaie commune virtuelle : le SUCRE...

Elle s'appuie également sur une monnaie commune virtuelle, le SUCRE (Système unitaire de compensation régionale), qui permet des échanges et des investissements entre les pays membres sans avoir à utiliser le dollar. Crime de lèse-majesté s'il en est aux yeux de l'Oncle Sam qui considère toujours l'Amérique Latine comme sa chasse gardée exclusive.

Les coopérations possibles avec les départements d'Outremer sont légion : programme spatial, lutte contre l'illettrisme, politique migratoire, développement des énergies renouvelables (centrale géothermique à La Dominique qui fournirait également les Antilles françaises), échanges culturels, protection des écosystèmes, valorisation du patrimoine historique commun, politique de santé et d'éducation, reconnaissance des droits des peuples indigènes...



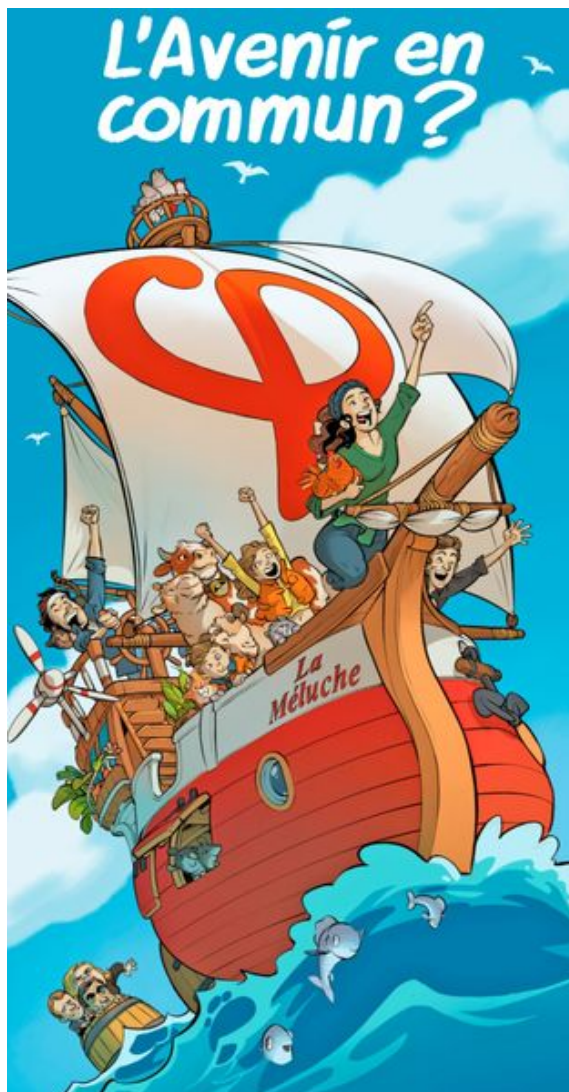
Perceval Gaillard

Avec toutes les forces progressistes qui le souhaitent

Loin d'être une faiblesse comme certains voudraient le faire croire, cette proposition correspond à la politique internationale non-alignée que nous mettrons en place. Les Outremer y joueront un rôle central.

La révolution citoyenne que nous portons ne se limitera pas aux frontières hexagonales. Elle sera universelle et se fera avec toutes les forces progressistes qui le souhaitent. N'en déplaise aux réactionnaires occidentaux qui préfèrent suivre la politique belliqueuse de M. Trump et les alliances mortifères avec les pays du Golfe.

Perceval Gaillard



Une BD sur le programme "L'avenir en commun", sur une idée originale et des dessins de Mélaka, dessinatrice et blogueuse BD, et de Reno, dessinateur de bandes dessinées et d'après un script de Méla Ka, Reno Pixellu et Olivier Tonneau, universitaire et blogueur politique.

[1] Lire à ce sujet : « [L'ALBA-TCP : dix ans au service des peuples latino-américains et caribéens](#) ».